



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N° 25 2026

Faits saillants

- ❖ **Inde** : Le déficit budgétaire atteint 9,6 % de l'objectif annuel à fin mai ;
- ❖ **Bangladesh** : Le budget 2026-27 approuvé par le Parlement avec plusieurs modifications ;
- ❖ **Sri Lanka** : La facture pétrolière continue de peser sur le compte courant ;
- ❖ **Maldives** : La Bank of Maldives lance un produit d'investissement en dollars pour mobiliser les devises ;

À RETENIR

35,6 Mds USD

Transfert de fonds des expatriés en 2025/26
au Bangladesh

Inde

Le déficit budgétaire atteint 9,6 % de l'objectif annuel à fin mai

Le déficit budgétaire du gouvernement central s'est établi à 17,1 Mds USD à la fin du mois de mai 2026, soit 9,6 % de l'objectif fixé pour FY27 (179,2 Mds USD). Cette progression, supérieure à celle observée à la même période l'an dernier, s'explique principalement par une hausse des dépenses publiques en début d'exercice.

Les dépenses totales ont atteint 93,0 Mds USD, contre 79,3 Mds USD un an plus tôt, soutenues notamment par la poursuite des investissements dans les infrastructures. Malgré cette évolution, le gouvernement maintient son objectif de déficit budgétaire à 4,3 % du PIB pour FY27, les premiers mois de l'exercice étant traditionnellement marqués par une exécution plus rapide des dépenses que des recettes.

[India's April-May fiscal deficit at 9.6% of 2026-27 target: Govt data | Economy & Policy News - Business Standard](#)

La production industrielle accélère à 5,1 % en mai

La production industrielle indienne, mesurée par l'Index of Industrial Production (IIP), a progressé de 5,1 % en glissement annuel en mai 2026, contre 4,9 % en avril, dépassant les attentes du marché. Il s'agit du rythme de croissance le plus élevé enregistré depuis cinq mois, témoignant de la résilience de l'activité industrielle.

Cette progression est principalement portée par le secteur manufacturier (+5,5 %) et par la production d'électricité (+9,9 %), tandis que l'activité minière s'est contractée de 1,6 %. La forte hausse de la production de biens d'équipement (+12,9 %) traduit également le maintien de l'investissement productif. Ces résultats sont publiés selon la nouvelle série de l'IIP (année de base 2022-23), introduite afin d'améliorer la mesure de l'activité industrielle.

[India's industrial output quickens to 5.1% in May from 4.9% in April as manufacturing, electricity drive growth - The Economic Times](#)

Bangladesh

Le budget 2026-27 approuvé par le Parlement avec plusieurs modifications

Le Parlement a adopté le budget 2026-27 ainsi que la loi de finances après avoir apporté plusieurs modifications aux propositions initiales du gouvernement. La principale évolution concerne le relèvement du seuil d'exonération de l'impôt sur le revenu à 400 000 Tk pour les exercices 2026-27 et 2027-28, contre 375 000 Tk dans le projet de budget présenté le 11 juin.

Le gouvernement a également retiré l'obligation de présenter un numéro d'identification fiscale (TIN) pour ouvrir un compte bancaire a été abandonnée, tout comme l'exigence d'un TIN pour l'enregistrement des actes de partage successoral et des mutations foncières. Ces dispositions avaient été dénoncées comme susceptibles de freiner l'inclusion financière et de compliquer les transactions immobilières, mais auraient permis d'élargir l'assiette fiscale. Plusieurs taxes ont été réduites (universités privées, nourriture animale, PVC, etc.) tandis que la disposition autorisant la régularisation d'investissements réalisés à partir d'actifs non déclarés a également été retirée du texte final.

Ces ajustements restent toutefois marginaux au regard de l'architecture générale du budget, qui maintient un objectif ambitieux de hausse des recettes fiscales, un déficit de 2 510 Mds Tk (\approx 18 Mds EUR, soit 4 % du PIB) et une forte progression des dépenses d'investissement et des crédits alloués à la santé et à l'éducation.

[Finance Bill passed with tax-free income threshold set at Tk4 lakh](#)

La Banque centrale maintient une politique monétaire restrictive malgré le ralentissement de l'activité

La Bangladesh Bank (BB) a maintenu son taux directeur à 10 % dans sa politique monétaire pour le premier semestre de l'exercice 2026-27, privilégiant la lutte contre l'inflation malgré le ralentissement de l'activité économique. La Banque centrale table sur une croissance du PIB de 6,1 % en 2026-27, en deçà de l'objectif gouvernemental de 6,5 %, tout en visant une inflation de 7,5 %, contre 9,42 % en mai. Estimant que les tensions sur les prix demeurent élevées, notamment en raison des incertitudes géopolitiques et des contraintes d'offre, elle juge prématuré tout assouplissement monétaire.

La BB a en revanche abaissé son objectif de croissance du crédit au secteur privé à 6,8 % pour décembre 2026, contre 8 % dans la précédente programmation. Cette révision reflète la faiblesse persistante de l'investissement privé, dans un contexte de taux d'intérêt élevés, de difficultés d'approvisionnement en énergie et de prudence accrue des banques, confrontées à un niveau record de créances douteuses. La croissance du crédit privé a atteint un niveau historiquement bas à 4,7% en mars dernier.

La Banque centrale lance un plan de 18 mois pour résorber les créances douteuses

La Bangladesh Bank a dévoilé une feuille de route sur 18 mois destinée à assainir un secteur bancaire fragilisé par un niveau record de créances douteuses, qui a atteint 5 890 Mds Tk (\approx 42 Mds EUR), soit près d'un tiers des encours de crédit. Le plan s'articule autour de sept priorités telles que le renforcement du cadre de résolution bancaire, la mise en place de revues de la qualité des actifs des banques, la création d'unités dédiées au recouvrement et l'opérationnalisation d'un fonds de liquidité au sein de la Banque centrale.

L'urgence de cette réforme est illustrée par la situation d'Islami Bank, qui a dû solliciter un soutien de liquidité de la Banque centrale après une vague de retraits de dépôts. La BB lui a accordé en tout un financement exceptionnel de 130 Mds Tk (\approx 930 M EUR) afin de stabiliser sa trésorerie, première intervention d'envergure depuis le changement de gouvernance de la banque.

Les transferts de fonds des expatriés atteignent un nouveau niveau record de 35,6 Mds USD en 2025-26

Les transferts de fonds des travailleurs expatriés ont atteint un nouveau niveau historique de 35,3 Mds USD en 2025-26, en hausse de 17,3 % par rapport aux 30,3 Mds USD enregistrés lors de l'exercice précédent – qui avait alors déjà été à un niveau record avec une hausse de +25%. Cette progression a été soutenue par l'augmentation des départs de travailleurs à l'étranger, le recours accru aux canaux bancaires officiels et les mesures prises par les autorités pour lutter contre les circuits informels de type hundi. Un éventuel effet négatif du conflit au Moyen-Orient est encore incertain, les transferts en juin ont néanmoins été décevants à 2,8 Mds USD, au plus bas niveau depuis 8 mois.

Ces transferts permettent aux réserves de change d'atteindre près de 37 Mds USD (brut), un niveau que le pays n'avait pas connu depuis septembre 2022. La baisse rapide des réserves avait incité les autorités d'alors à négocier un programme avec le FMI, approuvé en janvier 2023.

Sri Lanka

La facture pétrolière continue de peser sur le compte courant

Le compte courant a enregistré un déficit de 194 MUSD en mai 2026, après un déficit de 532 MUSD en avril, portant le déficit cumulé sur les cinq premiers mois de l'année à 97 MUSD, alors qu'il était resté en excédent depuis octobre 2025. L'élargissement du déficit commercial, qui atteint 4,7 Mds USD entre janvier et mai (contre 2,7 Mds USD un an plus tôt), s'explique principalement par la forte progression des importations, notamment de produits pétroliers. Les dépenses d'importation de carburants ont ainsi atteint 536 MUSD en mai, à comparer à 253 MUSD en mai 2025, malgré un repli de 39,5 % par rapport au mois d'avril. Les transferts des travailleurs migrants ont continué de limiter la détérioration de la balance courante, atteignant 3,9 Mds USD sur les cinq premiers mois de l'année, en hausse de 26 % par rapport à la période correspondante en 2025.

[CBSL](#)

La Banque mondiale reclasse le Sri Lanka dans la catégorie de pays à « revenu intermédiaire supérieur »

Le Sri Lanka fait partie des cinq pays ayant franchi cette année le seuil vers la catégorie supérieure, aux côtés notamment du Vietnam et des Philippines. Après avoir été rétrogradé au rang de pays à revenu intermédiaire inférieur à la suite de la crise économique de 2022, ce reclassement traduit le redressement de l'activité économique observé ces dernières années.

[Banque mondiale.](#)

Le Fiscal Strategy Statement 2027 confirme les objectifs de consolidation budgétaire à moyen-terme

Le gouvernement a présenté au Parlement son Fiscal Strategy Statement 2027, qui servira de cadre au budget 2027 en application de la nouvelle loi sur la gestion des finances publiques. Malgré un assouplissement temporaire de la trajectoire budgétaire en 2026, lié aux dépenses de reconstruction après le cyclone Ditwah et aux conséquences du conflit au Moyen-Orient, les autorités réaffirment leur objectif central de réduction de la dette publique et visent un excédent primaire de 2,6 % du PIB à partir de 2027 et un retour des dépenses primaires sous le plafond légal de 13 % du PIB. Après un niveau exceptionnel de 16,7 % du PIB en 2025, les recettes publiques devraient toutefois diminuer à 15,8 % du PIB en 2026 puis se stabiliser à 15,5 % du PIB à partir de 2027, principalement en raison de la disparition des recettes exceptionnelles liées à la reprise des importations de véhicules. Le gouvernement estime enfin que la dette publique, ramenée à 98,3 % du PIB en 2025, pourrait passer sous 95 % du PIB avant 2032.

[Newswire](#)

La Banque mondiale approuve un financement de 150 MUSD pour soutenir les réformes et la croissance

L'opération Sri Lanka Reforms for Growth, Resilience and Openness (REGROW DPO), constitue la première d'une série de trois programmes et s'inscrit dans la continuité du soutien précédemment apporté au titre du mécanisme RESET, désormais orienté vers un objectif de croissance de long terme. Le programme soutient des réformes visant à réduire les barrières commerciales, améliorer le climat des affaires et renforcer le secteur financier, tout en promouvant l'emploi des femmes, la gouvernance des entreprises publiques et la compétitivité du secteur énergétique. Le portefeuille actuel de la Banque mondiale au Sri Lanka s'élève à 1,5 Md USD, complété par environ 1,8 Md USD de financements de l'IFC au secteur privé entre 2021 et 2026.

[Banque mondiale.](#)

Le FMI salue la réponse des autorités aux conséquences du conflit au Moyen-Orient tout en appelant à poursuivre les réformes

À l'issue d'une mission à Colombo (24-30 juin), le FMI a estimé que la réaction rapide des autorités face au conflit au Moyen-Orient avait permis de préserver la stabilité macroéconomique et sociale, grâce aux marges de manœuvre créées par les réformes engagées dans le cadre du programme appuyé par le FMI. L'institution relève toutefois que le conflit a entraîné une accélération de l'inflation (5,5 % en glissement annuel en mai, contre 1,6 % en février), un ralentissement des revenus liés au tourisme et une moindre accumulation des réserves de change. Le FMI appelle à maintenir le cap des réformes afin de préserver la soutenabilité budgétaire et extérieure, notamment par un retour à un excédent primaire de 2,3 % du PIB en 2027, la poursuite des réformes fiscales et des entreprises publiques, ainsi que le maintien d'une tarification de l'énergie reflétant les coûts. Il souligne également la nécessité d'achever la restructuration de la dette et de renforcer la gestion de la dette publique afin de préparer le retour du Sri Lanka sur les marchés internationaux. Les progrès réalisés dans le cadre du programme seront évalués lors de la septième revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (EFF), prévue à l'automne.

[FMI](#)

Maldives

La Bank of Maldives lance un produit d'investissement en dollars pour mobiliser les devises

La Bank of Maldives (BML) a lancé un nouveau produit permettant aux particuliers d'investir leurs avoirs en dollars, avec un rendement annoncé pouvant atteindre 25 %. Les fonds seront utilisés pour financer les activités commerciales de la banque, notamment les paiements internationaux par carte bancaire. Les investisseurs reçoivent immédiatement l'équivalent de leur dépôt en rufiyaa, les intérêts étant également versés en monnaie locale. Cette initiative vise à renforcer les ressources en devises de la principale banque du pays, dans un contexte de pénurie persistante de dollars. Si le produit pourrait contribuer à canaliser une partie des liquidités en devises circulant hors du système bancaire, le niveau de rémunération annoncé apparaît particulièrement élevé au regard des rendements habituellement observés sur les marchés financiers.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Négative	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr